

USA : destitution et impérialisme

samedi 9 novembre 2019, par [Against the Current](#) (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2019).

Donald Trump est le premier personnage politique moderne à avoir utilisé la présidence des États-Unis d'Amérique - comme chacun le sait, puisque les médias libéraux, les éditocrates et les historiens spécialistes de la présidence le répètent chaque jour - pour solliciter effrontément l'intervention d'un régime étranger pour son bénéfice électoral personnel. C'est une accusation accablante contre le « gros crétin » de la Maison Blanche.

Elle est cependant fausse. Les précédents notoires ne sont même plus secrets : Richard Nixon et Ronald Reagan, lors de leur campagne électorale, ont usé du même type de manœuvres que Trump avec la Russie en 2016.

Au cours de la campagne de 1968, Nixon a contacté le gouvernement du Sud-Vietnam pour s'assurer que les tentatives du président sortant Lyndon Johnson d'aboutir à un accord de paix ultime échoueraient.

Connue sous le nom « l'affaire Chennault » du nom de la femme politique de droite Anna Chennault qui l'a exécutée, l'histoire a été racontée par John A. Farrell (1). De fait, Nixon a remporté cette élection et la guerre allait durer encore sept ans, faisant encore plus de morts et de ravages au Vietnam qu'entre 1962 (lorsque John F. Kennedy commença les bombardements secrets du Sud-Vietnam) et l'insurrection de 1968.

Quelques temps plus tard la campagne de Reagan en 1980 a pris contact avec les dirigeants de la République islamique d'Iran pour veiller à ce que les diplomates américains retenus en otage en Iran ne soient pas libérés avant la fin du mandat de Jimmy Carter. Loin d'être dissimulée, l'histoire est exposée par Kai Bird (2).

En effet, dans un geste théâtral, les otages d'Iran ont été libérés le jour même de l'inauguration de Reagan en 1981. Peu de temps après, William Casey, agent de Reagan, nommé directeur de la CIA, autorisa Israël à vendre du matériel militaire à l'Iran, une première ébauche de la vente clandestine « Iran - Contras » d'armes américaines à l'Iran, le produit de la vente étant secrètement alloué au financement de la guerre meurtrière des Contras au Nicaragua.

On ne peut pas négliger comment les conséquences ont façonné le chaos contemporain, dans le monde et dans la politique américaine. Durant la présidence de Reagan les États-Unis soutenaient à la fois l'invasion de l'Iran par Saddam Hussein et le mouvement al-Qaïda d'Oussama ben Laden dans le conflit par procuration qui opposait les États-Unis à l'Union soviétique en Afghanistan.

Les résultats ultimes ont été la destruction quasi totale de l'Afghanistan, puis l'invasion de l'Irak par George W. Bush, et tous les désastres qui ont suivi.

Ce n'est pas tout. Les guerres génocidaires contre-révolutionnaires soutenues par les États-Unis dans les années 1980, ainsi que le « libre-échange » qui détruisit une grande partie de l'agriculture mexicaine et d'Amérique centrale et l'insensée « guerre contre la drogue » soutenue par les Républicains tout comme par les Démocrates, provoquèrent directement une hémorragie pour ces

pays et la fuite désespérée d'un très grand nombre de gens vers les États-Unis.

C'est le contexte direct de la crise actuelle et de la brutalité indescriptible du traitement des réfugié.e.s et des demandeur.se.s d'asile à la frontière.

Qu'y a-t-il de neuf avec Trump ?

Voilà pour le mythe selon lequel l'appel de Trump à la Russie pour salir Hillary Clinton en 2016, et sa tentative d'extorquer à l'Ukraine une « recherche sur l'opposition » sur Joe Biden en 2020 seraient quelque chose de nouveau et une dégradation inouïe de notre démocratie.

Mais au-delà de l'étendue spectaculaire de ce scandale – qui implique son procureur général, son secrétaire d'État et son avocat personnel en tant qu'acteurs du stratagème d'extorsion de fonds – deux points fondamentaux découlent de ces affaires ainsi que de la présente.

Premièrement, Trump a bien quelque chose de différent. Contrairement à la rhétorique à la mode à gauche, Trump n'est pas un fasciste. C'est plutôt un voleur, ou comme Samuel Farber l'a dit avec perspicacité, un « lumpencapitaliste ».³

Il n'est fondamentalement loyal qu'à lui-même et à ses investissements plus ou moins véreux. Cependant, ces qualités dégénérées font également de lui un outil utile pour les véritables objectifs des milliardaires, des dérégulateurs et des privatiseurs, des nationalistes blancs, des fanatiques religieux réactionnaires et des industries de l'énergie fossile, qui s'efforcent de maximiser l'extractivisme et les profits avant que le compteur arrive à zéro pour l'humanité.

Cette combinaison contrôle l'orientation du parti républicain d'aujourd'hui. Parce que son programme social et économique réactionnaire obscène ne peut espérer gagner la majorité par des moyens démocratiques, il cherche à régner de manière permanente par la répression des électeurs, le charcutage électoral sur base raciale, le gouvernement par décrets et le bourrage du système judiciaire avec des magistrats de droite.

Le régime dans lequel nous vivons aujourd'hui a pris de l'ampleur bien avant l'arrivée de Trump, et il ne disparaîtra pas avec lui. C'est un programme authentique de la classe dirigeante capita-liste, mais il peut aussi créer une crise massive pour la stabilité économique et la légitimité politique du système.

Avec sa rhétorique pseudo-populiste, son nationalisme grossier, ses appels racistes et ses décrets sadiques contre les migrant.e.s, Trump est un symbole utile des pires forces de réaction et de cupidité. C'est cela, ainsi que ses tendres relations avec des dictateurs internationaux qui savent comment le flatter, qui fait de lui une menace pour l'humanité, plutôt que l'idéologie ou sa capacité à mobiliser les masses.

Il est par ailleurs insolite par sa grossièreté. A la différence de Nixon et Reagan, Trump agit au grand jour, notamment en ce qui concerne l'intimidation ouverte des témoins et l'incitation à la violence. Ses « crimes et délits graves », perpétrés quotidiennement, sont à peine cachés, voire pas du tout.

Sa tactique pour échapper au comportement scandaleux de la semaine passée est de faire quelque chose de plus scandaleux encore cette semaine, que ce soit l'interdiction de voyager aux États-Unis pour les Musulmans, les séparations de familles à la frontière, le démantèlement de toutes les mesures de protection de l'environnement, poser une question sur la citoyenneté dans le cadre du recensement ou ses mensonges flagrants et quotidiens.

Au fil du temps il a démontré ce que tout le monde sait maintenant, y compris (en particulier) ses collaborateurs et la direction du Parti Républicain qui lui permettent de se maintenir au pouvoir – que l'administration qu'il a créée est un cloaque sans fond, que son esprit est un égout à ciel ouvert et sa bouche un cabinet qui fuit.

Mais ce que Trump nous a appris, c'est que pendant un temps considérable, rien de tout cela ne l'a mis à terre. Non seulement les dirigeants républicains et les fidèles du parti sont restés à ses côtés, ils aiment sa performance pour l'essentiel, même s'ils le craignent et le détestent en privé.

En général, la méthode fonctionne si bien que certaines des pires atrocités de Trump sont à peine remarquées. Un exemple typique est la réduction brutale du nombre de réfugiés admis-sibles chaque année au nombre infime de 18 000 au moment même où près de 70 millions de personnes dans le monde sont déplacées par la guerre et diverses catastrophes naturelles ou non.

.À un certain point, qu'il est impossible de prédire avec précision, le comportement de Trump peut devenir un handicap pour le système institutionnel, système envers lequel il n'a aucune loyauté, non plus qu'envers son parti. Cela pourrait survenir si un ralentissement économique prend des airs de menace sérieuse. Ou peut-être s'il semble susceptible de faire baisser les Républicains en 2020.

Ou si sa trahison précipitée et perfide des forces kurdes de Syrie enrage les élites de l'armée américaine, de la diplomatie et de la « sécurité nationale ». Cependant, bien que ces dangers pour le régime de Trump et ses facilitateurs soient réels, au moment où nous écrivons, ils n'ont pas encore atteint le point décisif de rupture entre les intérêts plus larges du système et ceux de son comité exécutif de direction actuel.

On assiste plutôt à une crise de destitution – laquelle, comme notre période électorale, peut être difficile, brutale et longue – qui a éclaté lorsque les révélations de l'extorsion politique à laquelle Trump a soumis l'Ukraine n'ont pas laissé d'autre choix aux dirigeants démocrates indécis.

Nous ne croyons pas que l'enquête de destitution ait été créée à cause de la « pression exercée par les masses » ou par la minorité progressiste des démocrates du Congrès. Le fait que Trump répète ouvertement son appel de 2016 auprès de la Russie, en exerçant des pressions sur le nouveau président ukrainien pour qu'il travaille avec l'ignoble procureur général de Trump, Barr, et son fantasque avocat personnel, Giuliani, signifiait simplement que, sans réponse des Démocrates, il serait libre de continuer à le faire.

Nous ne sommes qu'au début du processus, nous n'essaierons donc pas de deviner où il mènera. Le résultat dépend non pas des Démocrates, mais des Républicains et de leur base. Nous ne faisons pas de prédiction sur l'effondrement du soutien républicain à Trump ; mais s'il arrive, nous pensons que cela ne se produira pas graduellement, mais rapidement.

D'un côté, aucun républicain au Sénat ou dans son entourage proche ne peut se permettre d'être le premier à désert. De l'autre côté, ceux qui sont le plus proches de lui savent sans doute qu'il y a beaucoup plus de crimes qui attendent d'être découverts ou dissimulés.

C'est l'impérialisme, idiot

Il y a un deuxième point, plus fondamental, à explorer. Si nous revenons sur les machinations de Nixon et Reagan et que nous cherchons le lien avec les gambits de Trump en 2016 et 2019-20, l'élément de continuité est assez évident. C'est l'impérialisme.

C'est ce qui donne à la présidence le pouvoir de contraindre et de manipuler les dirigeants étrangers (et dans le cas de Trump, bien sûr, leur capacité à le manipuler également).

L'impérialisme et l'idéologie qui l'accompagne, selon laquelle les États-Unis ont le droit de dominer le monde, ont créé aux 20^e et 21^e siècles de manière inévitable une présidence impériale, avec ses capacités délétères.

Donald Trump est la tumeur maligne de cette tendance – ainsi que des échecs flagrants du capital américain en matière de satisfaction des besoins fondamentaux de vastes couches des classes ouvrière et moyenne délaissées dans la course à la mondialisation et à la prospérité des entreprises.

Pour comprendre la logique de l'impérialisme, regardez les accusations principales des Démocrates et des médias contre Donald Trump, de l'Ukraine à la Syrie : « Il a fragilisé notre sécurité nationale en minant nos excellents services de diplomatie et d'espionnage, et il sape la confiance de nos alliés envers la prééminence étatsunienne..

Il ne s'agit pas de dénoncer les sanctions sadiques américaines qui contribuent à la famine et à la mort par manque de fournitures médicales de base au Venezuela, ni les graves difficultés en Iran provoquées par la volonté d'étouffer l'économie de ce pays (où il y avait auparavant une admiration populaire considérable pour les États-Unis – ce n'est plus le cas). Jeter par dessus bord des millions de personnes n'est pas le problème. Le problème c'est l'affaiblissement de notre capacité à diriger le monde.

Dans ce débat, les crimes de guerre commis par Nixon et Reagan sont mis entre parenthèses comme des « erreurs » ou des « excès » parce que, dans les récits conventionnels, ils ont agi dans le contexte où les États-Unis étaient « à la tête du monde libre » pendant la guerre froide.

Plusieurs millions de morts et plusieurs millions de Vietnamiens empoisonnés, ainsi que les sociétés en ruines de l'Afghanistan et de l'Amérique centrale, constituaient des dommages collatéraux acceptables puisqu'en définitive, « notre camp » avait remporté la guerre froide et l'Union Soviétique s'était effondrée.

Nixon a fini par chuter, non pas à cause de ses manœuvres secrètes de 1968 pour continuer la guerre afin d'être élu, mais du fait de l'effraction de 1972 au QG Démocrate au Watergate Hotel, effectuée par ses barbouzes « plombiers », dont la mission était de colmater les fuites sur le désastre militaire.

Les socialistes, c'est le moins qu'on puisse dire, ne vénèrent pas les « fondateurs » et les « auteurs » des États-Unis et de leur Constitution. Ils avaient des défauts – parmi lesquels l'esclavage, le génocide, le patriarcat extrême. Mais dans le contexte de leur époque, ils ont compris certaines choses. De toute évidence, ils ont reconnu qu'un escroc comme Donald Trump pouvait devenir président et se servir de son poste pour s'enrichir, y compris en entrant en collusion avec des puissances étrangères.

C'est pourquoi, par exemple, ils ont inclus une clause interdisant les « monuments » ainsi qu'un processus de destitution pour éviter la tyrannie. On ne sait pas en revanche s'ils auraient pu envisager la corruption non seulement d'un président, mais aussi d'un grand parti politique et d'une grande partie du pouvoir judiciaire fédéral, mobilisé pour le maintenir au pouvoir et le protéger. Ils auraient difficilement pu imaginer le pouvoir coercitif massif d'un hégémon impérial mondial avec son « complexe militaro-industriel » et son appareil politique, aux ordres du président.

En ce sens, les accusateurs de Trump ont raison de dire que le gouvernement représentatif américain (tel qu'il est) présente un risque considérable. Mais n'oublions pas que les institutions étatiques dont les Démocrates souhaitent défendre l'intégrité incluent le monstrueux appareil national de surveillance qu'est le FBI avec son histoire sanglante de répression des mouvements de

contestation et de leurs dirigeants, et la CIA avec son histoire mondiale d'interventions et assassinats.

Les conséquences de la crise actuelle pour la présidence criminelle de Trump restent une question ouverte. Mais il est important de ne pas se contenter d'attaquer Trump. Rétablir le statu quo d'avant Trump n'est pas une réponse adéquate au chaos que le capital a créé. Nous avons besoin d'un mouvement révolutionnaire pour attaquer aussi l'impérialisme !

Against the Current (traduction Sylvestre)

<https://npa2009.org/>

Against the Current

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

article tirés de NPA 29